

28 avril 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Participation de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'émission de TF 1 "ça nous intéresse, monsieur le Président", Paris, Maison de la Radio, dimanche 28 avril 1985.

QUESTION.- Bonsoir,

- Bonsoir, monsieur le Président de la République £ merci d'avoir accepté l'invitation de TF1.

- Vous avez découvert, téléspectatrices, téléspectateurs, quelques personnalités dans la salle, peut-être les avez-vous reconnues, elles sont les invités du Président Bourges et de moi-même, pour cette émission spéciale. Une nouvelle formule, on en a beaucoup parlé dans la presse, on a beaucoup dit, tout et le contraire de tout, mais de quoi s'agit-il en réalité ?

- Il s'agit, pour vous, de savoir à la fois ce que François Mitterrand, Président de la République française, pense d'un certain nombre de sujets d'actualité et également peut-être, ce qui n'est pas le cas bien souvent dans d'autres débats, d'autres émissions plus formelles, quel est l'homme qui est face à vous et que vous avez choisi comme Président de la République, en 1981. Qu'en est-il de son évolution de 1981 à 1985 ? Eh bien, c'est ce que nous allons essayer de découvrir au cours de cette heure et quart passée ensemble, au moment où, pour beaucoup d'entre vous, il fait encore beau chez soi, et tant mieux pour la météo, le soleil brille sur une partie de la France.

- Est-ce que le Président de la République va transmettre ce soleil par ses paroles ? Nous le saurons au cours de cette émission. Assombrira-t-il le paysage politique ? Nous le saurons aussi. Autant de questions que j'essaierai de lui poser dans cette heure un quart qui commence dans une nouvelle atmosphère. On peut dire, en quelque sorte, que ce plateau est ensoleillé.)

QUESTION.- Monsieur le Président, je vous ai proposé un premier décor, il y en aura trois possibles, à votre choix, pendant cette émission. Ce décor, vous le connaissez bien, c'est un bureau de Paulin. C'est du mobilier français auquel vous êtes intéressé vous-même, puisqu'il est à l'Élysée.

- LE PRESIDENT.- Celui-ci, c'est moi qui l'ai commandé, d'ailleurs celui-là aussi. Celui-ci pour le bureau présidentiel, celui-là pour les appartements de l'Élysée. Wilemotte a également travaillé pour les appartements à l'Élysée. Vous m'avez mis dans dans l'embarras : lequel choisir ? Celui-ci est au centre, commençons par lui.

- QUESTION.- C'est symbolique cette image : celui-ci est au centre ?

- LE PRESIDENT.- Ne cherchez pas midi à quatorze heures.

- QUESTION.- Monsieur le Président, puisque nous parlons de meubles français, je vais tout de suite afficher sur l'écran deux chiffres qui concernent les importations et les exportations. En ce qui concerne les importations de meubles, vous le voyez, 8 milliards 168, et les exportations : 3 milliards 354. Nous avons des créateurs en France et, pourtant, nous allons chercher à l'étranger les meubles fabriqués. N'est-ce pas à travers ce problème particulier, un thème que nous allons retrouver bien souvent au cours de cette émission ?

- LE PRESIDENT.- On pourrait se demander pourquoi j'ai précisé que je connaissais ces meubles-là avant de venir ce soir à TF1. On dira : pourquoi le Président de la République commande-t-il des meubles ? Ce n'est pas pour moi, naturellement, c'est pour les bâtiments officiels. Je me suis rendu compte, comme beaucoup, que le meuble français cédait trop souvent la place au meuble italien. danois. suédois. que sais-je encore. et que la capacité de création de très nombreux

ment, dans, encore, que, que, je, encore, et que le système de création de nos nombreux artistes et artisans était évacuée par un système commercial et industriel trop faible. La tentative que nous avons faite, je vous assure qu'elle va loin. L'industrie s'y intéresse de plus en plus et cela vaut pour beaucoup d'autres domaines.\

QUESTION.- Le patron des arts plastiques est dans la salle et peut-être aurons-nous l'occasion de revenir sur ces problèmes qui touchent énormément à l'industrie, mais qui touchent aussi beaucoup à la culture. Autre symbole de cette émission : j'ai demandé à Roger Pic, à l'équipe qui s'est occupé de ce studio, de bien vouloir mettre deux symboles, de chaque côté de ce studio, l'un c'est César et ses compressions. César est dans la salle avec nous, du reste. Et puis l'autre c'est un buste de Marianne, de `Paul` Belmondo, qui nous vient d'une mairie de Seine-Maritime. Ce sont deux parties de l'Art, tel qu'il existe aujourd'hui : le classique et le moderne. Et si vous aviez à choisir, vous ?

- LE PRESIDENT.- Je ne connaissais pas cette Marianne, elle est belle et si Belmondo se situe dans une tradition classique, pourquoi pas ? En tout cas, il avait beaucoup de talent dans le domaine `sculpture` qui était le sien. César, bien entendu chacun connaît ses représentations très modernes : les automobiles, la moindre chose qu'il aperçoit, il s'écrase, l'aplatit, mélange et ça donne quelque chose qui n'est pas si mal que ça, non seulement pour les artistes de cinéma, mais aussi pour tous ceux qui aiment l'art général.\

QUESTION.- Monsieur le Président, puisque vous parlez des meubles modernes, de l'art d'aujourd'hui, je voudrais savoir si la presse a fait écho d'une question que j'allais vous poser, pour savoir si, au début de cette émission, vous êtes un président "chébran". Vous savez ce que c'est, le "chébran" ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, quand j'étais enfant, on renversait l'ordre des syllabes dans les mots et ce n'est pas très nouveau ça ! Ca veut dire "branché", bien entendu. Je ne veux pas faire le malin, je ne suis pas très informé, mais c'est déjà un peu dépassé : vous auriez dû dire "câblé".

- QUESTION.- J'aurais dû dire câblé.

- Un Beur ?

- LE PRESIDENT.- Un "Beur", ce sont les immigrés de la deuxième génération, c'est-à-dire Français, et qui n'ont pas trouvé suffisamment leur place dans une société qui devrait la leur faire.

- QUESTION.- Le "smurf" ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, écoutez, je ne suis pas omniscient !

- QUESTION.- Mais vous êtes un homme de mots.

- LE PRESIDENT.- Simplement, je regarde la télévision. Je vois bien, quand je vois Michael Jackson danser admirablement, les capacités d'acrobaties extraordinaires dans de courts vidéoclips, à partir du trottoir. Je crois d'ailleurs que c'est né, me disait-on récemment...

- QUESTION.- ... Sur le trottoir.

- LE PRESIDENT.- ... Sur le trottoir de New York. Je trouve que c'est une forme d'expression artistique de danse rythmique très remarquable ... pas toujours, naturellement, mais quand c'est fait par des professionnels, c'est remarquable.

- QUESTION.- Les sixties, les eighties ?

- LE PRESIDENT.- Je préférerais qu'on parle français, qu'on dise dans les années 60, dans les années 80. QUESTION.- Et les expressions nouvelles, vous les connaissez ? Les ripoux ... etc ? ... Je dois dire que pour toutes ces expressions que je vous propose, j'avais fait faire une enquête auprès des Editions Larousse pour savoir ce qu'elles nous préparaient pour l'année prochaine, et c'est pourquoi on risque de trouver ces "ripoux" dans le dictionnaire...

- LE PRESIDENT.- C'est la même chose que "chébran".

- QUESTION.- Et "c'est l'angoisse" ?

- LE PRESIDENT.- C'est l'angoisse, cela se comprend vite.

- QUESTION.- C'est "craignos" ?

- LE PRESIDENT.- Cela se comprend moins bien et je ne sais pas très bien la signification. Cela veut dire "Peur", ou "c'est moche".

- QUESTION.- Ce n'est pas terrible... Et c'est l'enfer ?

- LE PRESIDENT.- C'est l'enfer... Oui, l'enfer, c'est rarement désirable.

- QUESTION.- C'est l'enfer, la vie de Président ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, pas du tout. C'est difficile. Si "C'est l'enfer" veut dire "c'est difficile", alors c'est l'enfer. Mais si cela veut dire "La divine comédie", non.\

QUESTION.- Autre question. Puisque vous êtes un homme de mots et qu'on est sur les mots, notre confrère "La Marseillaise" sortira demain un sondage qui a été réalisé par Louis Harris, qui comporte les mots choisis par les 18 - 30 ans, qui considèrent que ces mots ont de l'importance pour réussir sa vie.

- Les voici inscrits sur l'écran : l'amitié, le travail, l'amour, la famille, les loisirs, l'argent, dans l'ordre.

- Est-ce que cela vous étonne que l'amitié vienne en tête pour réussir sa vie ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il n'y a rien de plus durable. Cela accompagne toute une vie et c'est peut-être ce qu'on a choisi, le sentiment de la durée...

- QUESTION.- Un dernier mot qui va s'inscrire sur l'écran tout de suite et qui n'est pas dans le dictionnaire 1986 : le miterrandisme, c'est pour quand ?

- LE PRESIDENT.- Le miterrandisme, je n'y prétends pas, cela m'agace même un peu quand on dit : les miterrandistes. Non, je n'y prétends pas, je ne souhaite pas que ce mot passe dans le dictionnaire. Cela m'étonnerait qu'il y passe.

- QUESTION.- Vous ne faites rien pour ?

- LE PRESIDENT.- Non, rien du tout.\

QUESTION.- Monsieur le Président, voilà quatre ans que vous êtes au pouvoir, vous avez dit un jour, je crois, à mon confrère Jean Boissonnat : il faut deux septennats de gauche pour réussir...

- LE PRESIDENT.- Ce serait plus sûr.

- QUESTION.- Vous comptez vous assurer la certitude de la réussite ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas parlé de mon septennat. Je dis deux septennats dans la même ligne de conduite, pour poursuivre un même projet, ce serait plus sûr, car sept ans je suis en - train de m'en apercevoir, c'est court.

- QUESTION.- Et pourtant si j'ai des bonnes références c'est-à-dire les 110 propositions du candidat François Mitterrand, j'ai pu lire que vous souhaitiez réduire le mandat présidentiel à cinq ans.

- LE PRESIDENT.- Oui, je ne suis pas le seul, beaucoup le pensent ou l'ont pensé, il y a même un vote fait par les deux assemblées qui demande que le mandat présidentiel soit ramené de 7 à 5 ans. M. Pompidou avait fait cette proposition, puis M. Giscard d'Estaing et moi-même. Vous remarquerez, ce qui pourrait le cas échéant refroidir ceux qui se pressent du côté de ma succession, que si l'on devait adopter maintenant la réduction à cinq ans, cela ne s'appliquerait pas à moi : ce n'est pas rétroactif. Cela pourrait décevoir, mais je ne veux pas non plus jouer un mauvais tour à mes successeurs. On peut donc voir que je ne suis pas contre.

- QUESTION.- Monsieur le Président, quel est votre sentiment aujourd'hui - quatre ans après - on va parler des bilans tout à l'heure, certains ont fait le bilan de ces quatre premières années, vous, votre principal bilan aujourd'hui vous le faites comment ? Mitterrand a changé ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, non, je suis surpris par ce que vous me dites. Mitterrand a changé beaucoup de choses, mais lui n'a pas changé. C'était ce que vous vouliez dire ?

- QUESTION.- Absolument.

- LE PRESIDENT.- Ah ! Parfait, alors nous sommes d'accord.\

QUESTION.- Eh bien, monsieur le Président, je vais vous proposer un premier regard moins sur un spectacle que sur un texte, un texte qui donne lieu à spectacle puisqu'il s'agit de Cyrano. Jérôme Savary l'a mis en scène, Jacques Weber, Jérôme Weber l'interprète, c'était au théâtre Mogador et ce sera sur TF1 bientôt. (Passage d'une séquence filmée).

- Au théâtre Mogador, bientôt sur TF1 Jacques Weber, Jérôme Savary, les clés de voûte de ce spectacle, et vous l'avez entendu, des applaudissements à la fin de cette tirade. Il y a la qualité de l'interprétation de Weber, mais on n'est pas là pour cela. Est-ce qu'il n'y a pas les mots qui

aujourd'hui encore ont de la valeur ? Il ne faut pas oublier que dans cette salle il y a 80 % de jeunes tous les soirs : ne pas monter bien haut, peut-être, mais tout seul £ mettre son feutre de travers si on en a envie, est-ce que ce n'est pas une des clés aujourd'hui de notre société pour la réussite personnelle ?

- LE PRESIDENT.- Moi, j'aime beaucoup ce Cyrano, c'est un personnage qui dans la réalité a vécu, et qui, dans la fiction théâtrale, représente un type d'homme très français, qui affirme sa volonté personnelle, ses chances personnelles, qui est capable de se sacrifier pour un idéal, bref qui sait parfaitement allier les deux notions : s'affirmer soi-même et le cas échéant vivre et mourir pour une cause. C'est un bon alliage pour faire une bonne France. Cela me plaît que les jeunes applaudissent beaucoup ce passage. Vous avez raison de le dire, il y a Savary, Weber... je n'ai pas vu la pièce, je veux dire je n'ai pas vu ces représentations là, je le regrette. Le cas échéant, j'irai, tous ceux qui s'y sont rendus m'ont dit que c'était tout à fait remarquable mais je crois que le fond est ce qui vaut dans l'applaudissement...

- QUESTION.- La solitude de Cyrano, son individualisme, vous, lorsqu'on est amené à lire à écouter ce qu'a dit le Président de la République, à regarder quelles sont les décisions prises, vous êtes un homme seul pour la décision ?

- LE PRESIDENT.- La décision doit être préparée, élaborée à plusieurs. Il faut beaucoup consulter, beaucoup réfléchir à plusieurs. Mais au moment de la décision, lorsqu'elle est grave, on est forcément seul.\

QUESTION.- La Nouvelle-Calédonie, c'est une décision solitaire ? `déplacement officiel le 19 janvier 1985`

- LE PRESIDENT.- La Nouvelle-Calédonie, c'est une décision que j'ai prise avec le Premier ministre et avec le délégué du gouvernement, c'est-à-dire avec Laurent Fabius et Edgard Pisani.

- QUESTION.- On a dit : il y a le plan Pisani, il y a les discussions autour et puis on s'aperçoit que ce n'est pas tout à fait ce qu'on avait attendu. Est-ce que c'est le plan Mitterrand ?

-LE PRESIDENT.- Edgard Pisani m'a remis il y a déjà quelque temps, ainsi qu'au Premier ministre, un rapport assez volumineux, examinant tous les aspects de la question jusqu'au détail. Ce qui a été décidé était compris dans ses hypothèses, qui étaient peu nombreuses. Certes, Edgard Pisani préférerait aller plus vite et indiquait que dès le mois de septembre on pourrait en avoir fini avec le processus électoral, c'est-à-dire avec le vote sur l'auto-détermination.

- Nous avons préféré adopter d'autres hypothèses qu'il nous avait lui-même présentées et qui impliquaient d'abord, dès cette session parlementaire, c'est-à-dire avant le 1er juillet, le vote d'une loi qui indiquera clairement un objectif : l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans l'association avec la France. Mais cela ne peut pas être confondu, en raison de la Constitution, avec le vote d'auto-détermination sur l'indépendance association.

- Cette loi étant votée, étant fixés les termes même de la politique gouvernementale, 4 régions seront créées et on votera dès la fin juillet ou au début du mois d'août au suffrage universel dans ces 4 régions pour élire des personnes qui auront en charge des pouvoirs très importants, ce qui les préparera aux responsabilités du futur.

- QUESTION.- C'est un bon plan pour François Mitterrand ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que c'est un bon plan. Il tient compte des réalités et cherche un consentement plus large que celui qui a été au début remarqué par chacun. Mais nous ne céderons pas de terrain à ceux qui ne veulent rien, parce qu'ils veulent tout pour eux-même ! Il ne faut pas y compter.

- QUESTION.- Vous y retournerez ?

- LE PRESIDENT.- J'y retournerai s'il le faut.\

QUESTION.- Bien. Monsieur le Président, à propos de décision solitaire et concernant ce chapitre de la Nouvelle-Calédonie, on a beaucoup parlé de votre intention de faire développer par les militaires l'implantation française là-bas. Si, après le mois d'août 1987, vous nous dégageons définitivement de cette partie du monde, à quoi sert ce plan d'augmentation du potentiel militaire dans la région ?

- LE PRESIDENT.- Définitivement, cela ne veut pas dire grand'chose, puisque j'ai dit indépendance dans l'association avec la France. Les termes de l'association ont été définis par le

indépendance sans l'association avec la France. Les termes de l'association ont été définis par le délégué du gouvernement, vous le saurez dans les jours qui viennent. Parmi ces éléments, il n'y a naturellement, au premier -plan, la défense et la sécurité, les positions stratégiques de la France dans le Pacifique. C'est donc tout à fait dans la ligne de ce qui a été proposé et décidé.

- Au demeurant, à mon retour de Nouvelle-Calédonie, on s'en souvient peut-être, j'avais développé en cinq points les impressions, les observations et les éléments de décision que je prendrais et j'avais noté la base stratégique de Nouméa.

- Il faut bien que vous sachiez qu'il n'y a pas là-bas de base aéronavale. Cela remplit les discours : "Il ne faut pas perdre..." Les sous-marins nucléaires ne peuvent pas s'y arrêter. Les navires de guerre ne peuvent pas accoster. La piste d'aviation ne permet pas aux avions les plus modernes de décoller. C'est nous qui ferons tout cela : Après plus d'un siècle de présence en Nouvelle-Calédonie, enfin, il y aura une base à Nouméa. Voilà notre objectif, mais il s'inscrit dans le -cadre de l'indépendance - association.

- QUESTION.- Est-ce qu'alors, des contacts qui ont été pris avec M. Tjibaou, avec l'ensemble de la population kanak, vous pouvez penser aujourd'hui que le type d'association que vous proposerez est acceptable par cette population ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère. C'est une synthèse. L'indépendance correspond à une reconnaissance de la dignité d'un ou des peuples qui vivent sur ce sol, et particulièrement de ceux qui y vivent originellement. L'association, c'est une garantie pour tous ceux qui, depuis déjà longtemps - c'est le cas des Néo-Calédoniens d'origine française ... plus d'un siècle - ont largement participé à l'évolution de ce territoire, lui ont apporté souvent sa prospérité et ont bien le droit d'y vivre.\

QUESTION.- J'ai encore noté trois mots dans l'intervention de Laurent Fabius l'autre jour : le pari, la raison et la tolérance. Ce sont trois mots qui sont venus à la fin de son intervention. Peut-on parier sur la raison et la tolérance des Français ?

- LE PRESIDENT.- Il le faut. Oui, il le faut. La raison et la tolérance sont deux vertus. Le pari, c'est plus risqué ... par définition.

- QUESTION.- Certains font le pari que vous allez partir en 1986...

- LE PRESIDENT.- Je l'ai entendu dire.

- QUESTION.- Oui ... "Je ne resterai pas inerte..." - vous l'avez dit récemment, je crois, à l'un de mes confrères -"Je ne resterai pas inerte ces prochains temps". Cela fait parti des indiscretions de la vie politique...

- LE PRESIDENT.- Cela vous a étonné ?

- QUESTION.- Non, cela ne m'étonne pas, mais si vous ne restez pas inerte au moment où la question se posera, comment allez-vous sortir de cette inertie ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez : on n'élit pas un Président pour qu'il soit inerte, pour qu'il ne fasse rien ! Tout cela est très, très clairement expliqué dans la Constitution. Ce que je sais, c'est que la Constitution ne prévoit aucunement que les députés et l'Assemblée nationale puissent censurer le Président de la République. Alors, à tous ceux qui, parce qu'ils ont un gros appétit, se précipitent vers ce qu'ils croient être un fromage, je leur dis que je ne resterai pas inerte, ce n'est pas la peine de s'expliquer davantage.

- QUESTION.- La clé sous le paillason, vous ne connaissez pas ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas mon genre.\

QUESTION.- En tout cas, puisqu'on parle de ceux qui parlent, vous savez que pour parler, pour transmettre les messages, la meilleure façon d'y parvenir c'est de passer par les média. Alors là, je me suis livré à un petit jeu, monsieur le Président, qui consiste à savoir, au cas où, par exemple, ce soir, vous auriez annoncé la dénationalisation de Renault - ce qui ne sera absolument pas le cas, je suppose dans votre propos, malgré les bruits qui courent...

- LE PRESIDENT.- Les bruits... Les bruits... Il n'y aura pas de dénationalisation de Renault.

- QUESTION.- On a supposé qu'elle était faite. Alors, voici comment les média rendraient compte, demain matin, d'un propos qui aurait été le vôtre ce soir et qui comporterait la possibilité de dénationalisation. Bruno Masure, le journal de 20 heures.

- (Passage d'une séquence filmée).

- Bien entendu, il s'agit, monsieur le Président de la République, d'un clin d'oeil et d'une méthode pour essayer de vous...

- LE PRESIDENT.- On a quand même déjà dit aussi légèrement que cela des choses qui étaient très sérieuses !

- QUESTION.- Bon. Est-ce que vous avez l'impression que, de toute façon, quoi que vous disiez, ce sera toujours la même chose dans la réceptivité des médias ?

- LE PRESIDENT.- Non, parce qu'il y a beaucoup de journalistes qui cherchent à expliquer les faits selon ce qu'ils en savent, c'est-à-dire avec honnêteté, puis, à partir de là, le commentaire, naturellement, est libre, chacun a son opinion.\

Mais enfin, Renault ne sera pas dénationalisée. J'ai entendu tout à l'heure les uns, les autres, s'expliquer dans des commentaires à propos de cette information inventée, qui est quelque chose, en effet, de pittoresque et qui peut frapper l'opinion : "L'opposition, on va lui enlever quelque chose..." Non. Cela, c'était l'opposition au général de Gaulle, car c'est le général de Gaulle qui a nationalisé Renault en 1945, ce n'est pas moi ! c'était déjà fait. Je me suis rattrapé sur un certain nombre d'autres secteurs en 1981 - 1982...

- QUESTION.- Sans regrets aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Sans le moindre regret. Nous avons sauvé les entreprises en question ! Nous les avons sauvées ! Les six entreprises principales que nous avons nationalisées avaient 1,6 milliard de déficit en 81 £ elles ont 3 milliards de profits aujourd'hui ! Non, de ce côté là, j'en suis très satisfait. Cela montre tout simplement qu'il faut savoir se battre.

- Et puis, Renault a subi une crise qu'ont connue avant elle des sociétés comme Chrysler, Ford, Fiat, Général Motors... Ce n'est pas nouveau. Ensuite, on assure le terrain et on repart du bon pied. A -partir du moment où on a de bons cadres, de grands chercheurs, des ouvriers très qualifiés, une direction solidaire, on gagne. On voit bien des entrepreneurs qui gagnent et qui savent parfaitement remettre en bon -état des entreprises qui boitaient ! Eh bien, ce sera le cas de Renault. Renault, je lui fais confiance et le gouvernement avec moi. Nous faisons confiance à M. Besse de la même façon que nous faisons confiance à ceux qui y travaillent. Renault se redressera et ne sera pas dénationalisée.\

QUESTION.- Bien. Nous aurons l'occasion de revenir sur Renault tout à l'heure, dans un autre chapitre, monsieur le Président de la République, mais puisque nous étions sur la presse, vous savez combien il y a eu de sondages politiques cette année ?

- LE PRESIDENT.- Non.

- QUESTION.- 555, publiés par la presse, c'est-à-dire plus d'un par jour !

- Vous les lisez attentivement ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas lu les 500...

- QUESTION.- Non, mais orientent-ils votre politique, ou les choix politiques à certains moments ?

- LE PRESIDENT.- Il serait stupide de dire qu'ils sont sans valeur. Les entreprises de sondage françaises sont généralement très sérieuses, elles ont donné souvent des prévisions qui se sont révélées très exactes. Mais n'exagérons pas. Ce sont des instantanés, cela bouge, la vie, cela change, et les sondages ont une valeur d'un moment.

- QUESTION.- Pour faire référence au même sondage tout à l'heure en ce qui concerne la réussite de la vie, les jeunes de 18 à 30 ans considèrent que le meilleur moyen de réussir, c'est d'adhérer à une association culturelle, une association sportive, le parti politique arrive en dernière position. Il n'y a pas là quelque chose qui peut inquiéter l'homme politique que vous êtes ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que toutes les jeunesses de toutes les générations ont un peu dit la même chose. Quand j'avais 20 ans, j'entendais déjà ce refrain. Je crois que la disposition d'esprit de la jeunesse, consiste d'une façon générale à refuser la société qu'ont faite les adultes. Ils ont souvent raison, mais ils doivent aussi avoir un peu d'humilité. Que sera la société qu'ils fabriqueront demain ?\

QUESTION.- En tous cas ce qu'on peut dire, c'est que la société dans laquelle ils vivent aujourd'hui est une société à haute dose d'information, de développement des radios, des

télévisions, et si nous nous souvenons - c'était il n'y a pas si longtemps, vous vous souvenez vous-mêmes certainement de ces images, elles vous concernaient M. le Président de la République. Vous n'étiez pas à ce moment-là Président de la République, vous étiez premier Secrétaire du Parti socialiste et cela se passait à la Cité Malesherbes. C'était, comme vous le voyez en 1979. Nous sommes six années après seulement. On venait vous prendre le matériel de Radio-Riposte, on venait enlever les quelques magnétophones et l'émetteur qui vous permettaient de faire la première radio libre avec le Parti socialiste.

- Quelques années après, six ans après, les radios libres, vous les avez libérées et alors nous n'irons pas sur ce chapitre. Mais on parle beaucoup maintenant de ... j'allais dire de la deuxième génération, la liberté des télévisions. Regardez cet émetteur : il appartient à TVL, la première télévision libre, et on le retire aussi.

- Aujourd'hui les forces de police ont eu mission - enfin c'était il y a quelques jours - de retirer un émetteur qui essayait de faire de la télévision alors qu'il n'en avait pas le droit.

- Il y a quelques mois, il y avait des centaines de milliers de jeunes dans la rue, à l'appel de Jean-Paul Baudrecourt qui se trouve dans cette salle et qui est le Président d'NRJ. Marcel Bleustein-Blanchet qui est là aussi, qui est un homme de radio, se souvient, lui, en tant que créateur de ce qui a été la première radio libre, de ses balbutiements.

- Les balbutiements de la télévision libre aujourd'hui, sont des balbutiements dont vous tenez compte ? Le plan Bredin dont on parle beaucoup et qui devrait mettre de l'ordre, il est pour quand ?

- LE PRESIDENT.- Parlons d'abord du plan Bredin : il devrait être publié avant la fin du mois de mai, et nous serons au mois de mai à partir de mercredi prochain.

- Vous avez, par ces premières images, montré ce qui s'est passé avec le matériel du parti socialiste que je dirigeais à l'époque. Moi-même j'ai été inculpé, j'ai dû aller au Palais de Justice, je me suis trouvé interrogé par un juge d'instruction. Ce n'est pas cela qui m'a conduit à devenir partisan de la liberté sur les ondes, mais depuis longtemps déjà je pensais que dans un pays où la presse est libre, la presse écrite, il faut aller vers le maximum de liberté possible de l'expression de la pensée, dans les formes audiovisuelles qui sont les formes modernes d'expression.

- Cela, je l'ai fait. Après tout, c'est moi qui ait décidé que les radios seraient libres. Mais aujourd'hui la Haute Autorité d'une part, la Commission qu'on appelle Gallabert, d'autre part, étudient de quelle façon on peut autoriser des radios libres de telle sorte qu'elles ne se nuisent pas et que l'auditeur puisse entendre des sons cohérents.\

Aujourd'hui il y a quelque 1300 radios libres en France.

- QUESTION.- 1315 exactement, et il y a 3218 dossiers qui avaient été déposés au départ. 1315 autorisations ont été données sur ces quelques 3000 dossiers.

- LE PRESIDENT.- Je répète, c'est du ressort de la haute Autorité et de la Commission qui a reçu cette mission. La liberté s'arrête à partir du moment - définition bien connue - où elle peut nuire à la liberté des autres, et la liberté de l'auditeur doit être respectée. Que de fois ai-je entendu des auditeurs se plaindre de ne pas entendre, par exemple, France-Musique ? Donc 1300, 1315, il est vraisemblable que c'est suffisant pour remplir l'espace français. Je n'y peux rien.\

QUESTION.- Combien de temps la télévision ? Vous avez dit fin mai le rapport Bredin, mais vous avez une idée ? Quel est votre sentiment en la matière ? On avait prévu dans le plan Cable d'établir un certain nombre de prises. Il est prévu, en 1986, 251800 foyers équipés et cablés. Vous avez ce chiffre sur votre écran. Il y a cablage, mais il y a aussi la diffusion par ondes hertziennes. Le plan Cable, d'abord, c'est un échec ? Parce qu'on est loin des prévisions qui avaient été établies.

- LE PRESIDENT.- Non. Indiscutablement, il est plus lent que prévu. Cependant, cela représente une très puissante industrie française à partir de la fibre optique. Cela représente une révolution presque aussi importante que celle de l'électricité. Des dizaines et des centaines de communications de toutes sortes pourront être établies par la même fibre optique et par le même réseau, de telle sorte que cette technique française, c'est une technique de pointe dans ce domaine devrait permettre de desservir près de 2000000 foyers l'année prochaine et on va vers

domaine, devrait permettre de desservir près de 200000 foyers l'année prochaine, et on va vers les cinq millions sur les dix ans qui viennent. Donc, ce n'est pas un échec. Toutes les chaînes européennes, sur des milliers de kilomètres, parviendront jusqu'aux postes des téléspectateurs français.\

` Suite réponse sur la télévision privée ` Vous m'avez parlé de diverses autres choses. Je voudrais simplement vous indiquer que, pour la télévision, c'est plus difficile que pour la radio.

L'autorisation est donnée, ou elle va être donnée. Les conditions à déterminer sont plus difficiles parce que l'espace qui transporte les images est beaucoup plus limité que l'espace qui transporte les sons. Ceci est dit en termes faits pour être compris. Il n'y a pas la place pour beaucoup de canaux.

- Alors est-ce que ce sera sur le -plan national 2, 3, 4 chaînes en plus ? Je ne sais pas ce que dira M. Bredin. Mais, sur le -plan local, il devrait y avoir place, toujours en raison de la même logique, pour peut-être une centaine, peut-être plus, de télévisions locales.

- QUESTION.- Bernard Tapie écoute avec intérêt ce que vous dites parce que lui-même, industriel, a déjà son plan. Tout le monde va-t-il venir à cette utilisation de la télévision ? Vous avez cette impression ?

-LE PRESIDENT. Ce sera très bien. Que les meilleurs gagnent ! Ce sera un marché très difficile à conquérir parce que, après tout, les télévisions qui existent dans le secteur public, les trois chaînes, sont plutôt bien, à mon avis, et elles occupent un très large terrain, très solidement. Elles ont une part importante de la publicité. Il y a deux espaces qui ne sont pas définitivement compressibles : l'espace physique - il ne peut pas y avoir 36 canaux au même endroit - et l'espace publicitaire. La fortune française, et même européenne - je crois qu'il y aura le satellite qui sera un remarquable relais - ne permet pas de faire appel à cette ressource indéfiniment. Donc, pour ceux qui se lancent dans cette aventure très belle et très forte, il y aura beaucoup de coups à prendre. Mais ce sera la liberté.\

QUESTION.- A propos de satellite, souvenez-vous, ce n'est pas si loin que cela, c'était le 11 juillet 1962. Je suis sûr, monsieur le Président de la République, que ces images vont vous rappeler le moment où, pour la France, on a commencé à parler de satellite. Ce n'est pas la Geode que vous allez inaugurer la semaine prochaine, c'est Pleumeur-Bodou.

- (Projection d'une séquence filmée)

- Vous voyez, je n'ai pas pu m'empêcher de faire appel au général de Gaulle en matière d'information. Cela se fait beaucoup en ce moment, vous ne trouvez pas ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas... je n'ai pas remarqué particulièrement.

- QUESTION.- Non ? il y avait un colloque ce week-end sur le Gaullisme d'aujourd'hui.

- LE PRESIDENT.- C'est une époque de notre histoire, elle est importante.

- QUESTION.- Bien. En tout cas, c'était l'époque où démarrait le satellite à travers la France, où on pouvait recevoir les premières images du monde, ce qui a amené de grands bouleversements dans notre société, ce qui a amené également la télévision à être prise en compte par les gens d'une autre façon.

- Les images de télévision aujourd'hui ne sont plus les mêmes que celles d'hier, ne sont pas uniquement des images de caméra. Naissent aussi des images tout simplement conçues par l'ordinateur, l'ordinateur qui a fait son entrée, comme on vient de le voir dans les foyers français. Regardez ces images : elles sortent automatiquement d'un ordinateur à qui on a fait avaler en quelque sorte auparavant ce qui était, vous allez le voir dans quelques instants, la course olympique de Carl Lewis à -partir de cette pyramide dans laquelle ce squelette s'enfonce, nous allons voir sortir Carl Lewis entièrement fabriqué par un ordinateur. C'est ce qu'on appelle les images de synthèse, qui ont été réalisées par les étudiants de l'université d'Osaka. C'est exactement la course de Carl Lewis aux Jeux olympiques, mais elle est restituée par l'ordinateur. Il peut tout faire l'ordinateur ?

- LE PRESIDENT.- Il peut faire beaucoup de choses, et l'ordinateur en France peut en faire énormément car vous auriez pu prendre l'exemple de quelques réussites françaises dans ce domaine.

- QUESTION.- On a fait la "Nuit des Puces" sur TF1 avec toute la réalisation française...

- LE PRESIDENT.- L'image de synthèse française, c'est elle qui a été choisie pour le générique des Jeux olympiques de Los Angeles. C'est elle qui, aujourd'hui, est travaillée dans de nombreuses entreprises, et notamment celle que j'ai visitée à Angoulême, qui s'appelle "Image-Ordinateur". L'image de synthèse, j'ai bien l'impression que vous vous en servez pour votre propre générique à TF1.

- QUESTION.- Oui, oui.\

LE PRESIDENT.- .. Ce qui se passe aujourd'hui au Japon est très instructif, on a beaucoup à y apprendre mais il ne faut pas oublier que les Français, sur le -plan de l'imagination, de la création, de ce qu'on appelle le logiciel, c'est-à-dire l'intelligence que l'on met dans ces machines, sont parmi les deux ou trois premiers du monde.

- QUESTION.- Sur les ordinateurs familiaux, j'ai fait une petite statistique, grâce à "Science et Vie Micro" : dans une boutique où l'on vendrait tous les ordinateurs familiaux disponibles, on s'est aperçu qu'il y aurait 6 appareils français pour 26 appareils étrangers. Vous comptez donner une impulsion dans ce domaine ?

- LE PRESIDENT.- On part de loin, on part de très loin. Vous savez que nous avons tout un plan de développement dans les écoles, pour que les enfants apprennent à connaître et à manier ce nouveau langage, pour qu'ils soient disponibles pour les futures industries. Il faut un très gros effort car nous n'existons pratiquement pas. Il y avait, naturellement, des gens qui cherchaient, il y en avait qui trouvaient, mais il n'y avait pas de véritable industrie. Vous avez connu les malheurs de Bull. Or, depuis que nous avons pris Bull, dans le -cadre des sociétés nationales, Bull fait des progrès financiers et industriels très remarquables. Et puis, nous avons Thomson qui a ressurgi et qui est capable de fournir tous ces mini-ordinateurs qui seront diffusés dans les écoles : 160000 dans l'ensemble de la France, avant la fin de cette année. Les petits enfants de France et leurs parents pourront apprendre cette technique. Ce sont là des choses intéressantes, et je peux vous dire que si les parents s'y intéressent aussi, ce que je pense, alors nous allons avoir un formidable élan dans toute la France.\

QUESTION.- Quand même, par exemple vous parlez de l'enseignement. Priorité à l'acquisition de connaissances, cela a été le grand thème développé au cours des différentes annonces faites par M. Jean-Pierre Chevènement de telle ou telle réforme. Dans le même temps, la Fédération des parents d'élèves de l'école publique dit : mais attention, la journée scolaire est beaucoup trop chargée, les records d'Europe de vacances d'été sont battus. Résultat : on a beaucoup trop à apprendre dans un temps extrêmement court. Est-ce qu'on peut, à la fois, augmenter le nombre de connaissances à acquérir, et tenir la vie quotidienne physiologique et psychologique d'un enfant ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question juste, mais j'ai l'impression que le ministre de l'éducation nationale - je veux parler de Jean-Pierre Chevènement - a lancé un certain nombre de projets extrêmement judicieux et qui sont très bien compris par l'opinion publique. C'est vrai qu'il faut exercer un choix, mais il faudrait que ce choix soit d'abord d'apprendre à lire, à écrire, à compter, peut-être à connaître son pays par les bases de l'histoire ou de la géographie, commencer à réfléchir par le commencement et, à cet égard, nous disposons d'un corps enseignant qui en est parfaitement capable, et qui est capable d'enthousiasme !

- QUESTION.- Vous avez parlé de Jean-Pierre Chevènement. Son action - vous avez parlé du fond, cela vous va - son action personnelle, sa façon d'agir ...

- LE PRESIDENT.- Cela me va tout-à-fait et il ne faut pas que ce soit pour vous une surprise !\

QUESTION.- Bien. Eh bien, nous n'en parlerons plus. Je voulais simplement vous citer un chiffre : disons simplement que 3 % des foyers français sont équipés de micro-ordinateurs alors qu'il y en a 12 % aux Etats-Unis. C'est la partie familiale. Est-ce que vous en avez un ? Est-ce que chez vous, vous gérez quelque chose par ordinateur ?

- LE PRESIDENT.- Un, oui. Pour apprendre.

- QUESTION.- Pour apprendre. Bien. En tout cas, si vous êtes chez vous de temps en temps, ce qui doit vous arriver, vous avez certainement vu à la télévision une très belle publicité. Je vous la propose.

- (Passage d'une séquence filmée).
- QUESTION.- Cela fait partie des images que chacun a reçues, des images qui ont pu étonner les Français. Il y a 300 agences de publicité en France ...
- LE PRESIDENT.- Je trouve cela très beau !
- QUESTION.- Oui, mais ce n'est pas le sujet.
- LE PRESIDENT.- Oui, mais je peux vous donner mon opinion ! Vous me montrez une image.
- QUESTION.- Bien sûr. Je voulais, pour ne pas perdre un seul sujet que j'ai à vous soumettre, vous faire remarquer qu'il y a 13 % d'augmentation prévue de 1983 à 1984 des dépenses publicitaires. Voilà un secteur qui n'a rien demandé à l'Etat, qui - et Jacques Séguéla qui est dans la salle ne me démentira pas - petites agences par petites agences a créé des groupes. Marcel Bleustein Blanchet le sait aussi. Voilà un secteur qui, ne demandant quasiment rien à l'Etat, a pu faire naître des créateurs, des dessinateurs, des hommes de musique, des hommes de création totale et, en même temps a pu être un secteur qui, économiquement, est porteur.
- LE PRESIDENT.- C'est très bien. Moins on demandera à l'Etat, mieux ce sera.
- QUESTION.- On demande trop aujourd'hui ?
- LE PRESIDENT.- Certains demandent trop. Certains demandent trop mais il est vrai qu'il est des domaines, en particulier des domaines culturels où il est très important que l'Etat puisse aider une création qui, autrement, ne serait pas soutenue par le mécénat. Il faut que les sculpteurs vivent & il faut que les peintres vivent, les jeunes en particulier & il faut que l'architecture se développe. L'Etat est nécessaire, mais chaque fois qu'on peut s'en passer, moi, je préfère.\
- QUESTION.- Bien. En tout cas, monsieur le président, quelqu'un s'est passé de vous : M. Ari Vatanen. Il a gagné un certain nombre de rallyes cette année. On parlait de la publicité vantant les mérites d'une voiture il y a quelques instants. Voici, non pas une publicité mais d'autres images sur votre écran, monsieur le Président de la République et sur celui des téléspectateurs de TF1 : c'est l'image d'une voiture que vous connaissez (passage d'une conséquence filmée) qui, sur 7 sorties au cours de l'année précédente, a remporté 6 victoires, qui a été au palmarès de tous les grands rallyes du monde. Certainement, cela a fait augmenter les commandes. On parle aujourd'hui de 1000 commandes par jour en France pour la 205, une voiture qui plaît à la jeunesse et, simplement, une voiture que l'on a vue non pas à travers la publicité mais sur le terrain. C'est le terrain qui l'a fait gagner. Est-ce une leçon à tirer ?
- LE PRESIDENT.- C'est une leçon que beaucoup ont apprise avant moi, et notamment les industriels, et particulièrement les industriels de l'automobile. Mais enfin, je me réjouis de ce succès de Peugeot & c'est très remarquable. Je vous ferai observer cependant, et ce n'est pas dans un esprit de rivalité - je ne suis le rival d'aucune entreprise, je me réjouis du succès de chacune - que dans le dernier Grand Prix d'Estoril, par exemple, sur les quatre premiers, il y avait trois moteurs Renault : le premier, le troisième et le quatrième, ce qui prouve qu'à l'heure actuelle, une certaine émulation permettra à notre secteur automobile de retrouver le volume dont il a besoin.
- QUESTION.- Jacques Calvet `PDG de Peugeot` est dans la salle & il a revu ces images avec, certainement, beaucoup de plaisir, puisqu'en définitive, c'est la réussite d'une équipe, mais c'est aussi une part de réussite personnelle : c'est plus facile d'être à la tête d'un tel Groupe que d'être à la tête de Renault ?
- LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas. Il me semble que Peugeot a traversé des moments difficiles. Ce qui fait que j'admire la réussite de la 205 c'est que, justement, ces difficultés ont pu être surmontées pour aller vers une réussite tout à fait exceptionnelle.\
- QUESTION.- Cela ne vous gêne pas de voir, à la télévision, des marques inscrites sur les voitures. Par exemple, le sponsoring, aujourd'hui, apparaît comme éminemment utile au sport. Si je prends l'exemple de VSD, 30 manifestations ont été sponsorisées par notre confrère de la presse écrite pendant cette année : la voile, des raids automobiles, du motonautisme, des rallyes, des marathons. Olivier de Kersauson qui est dans la salle et qui est un homme de voile, sait que sans sponsor, il n'y a plus de voile en France ...
- LE PRESIDENT.- Vous voudriez que ce soit l'Etat en France

- LE PRESIDENT.- VOUS VOUDRAZ QUE CE SOIT L'ETAT, EN FRANCE...

- QUESTION.- Non, mais comme il y a des querelles de temps en temps, et qu'il est arrivé à un ministre des sports de votre gouvernement, il y a de cela quelques années, de dire qu'il fallait réduire le sponsoring, est-ce qu'aujourd'hui il vous gêne ?

- LE PRESIDENT.- Si cela est nécessaire au développement des sports de haute compétition, surtout quand ces sports sont chers, ce qui est le cas de la voile aujourd'hui, alors je les laisse juger et je n'interviens pas.. En fait, lorsqu'on voit d'admirables bateaux réussir des courses étonnantes à travers les mers, ils portent des marques qui sont généralement appliquées à d'autres domaines. Je suis toujours un peu surpris, mais cela, c'est un point de vue esthétique qui est peut-être insignifiant. J'aime bien, en revanche, lorsque je vois, sur un bateau, écrit : "Charente Maritime".. C'est peut-être parce que je suis Charentais moi-même !

- QUESTION.- Si un jour ou l'autre vous demandiez à votre ministre des finances d'étudier la possibilité, comme aux Etats-Unis, en matière de culture, de sports, d'autoriser des réductions fiscales au niveau du mécénat?

- LE PRESIDENT.- Oui, sur le -plan de l'Art, nous l'avons fait, nous devrions faire davantage. Le cas échéant sur le -plan du sport, on pourrait le faire.

- QUESTION.- Vous êtes prêt à demander que l'étude soit faite ?

- LE PRESIDENT.- Je suis prêt à le faire.\

QUESTION.- A propos de culture, vous n'êtes pas allé à Tsukuba, la culture de notre temps

- LE PRESIDENT.- Si, j'y suis allé.

- QUESTION.- Vous y êtes allé, vous avez tout visité, vous avez vu cet étrange personnage qui va apparaître sur votre écran et qui bien entendu est l'introduction d'un chapitre, vous vous doutez lequel

- (Passage d'une séquence filmée).

- QUESTION.- Maurice Béjart sourit déjà en pensant qu'un jour un robot pourrait danser puisqu'il nous a dit un jour à la télévision que tout le monde pourrait danser. Le robot ne danse pas encore, il évolue. Là, il joue de la musique. Le robot est la panacée universelle pour demain ?

- LE PRESIDENT.- On ira beaucoup vers la robotisation, c'est certain. Là, c'est une chose très surprenante : déjà l'apparence humaine ajoute quelque chose à l'étonnement que l'on éprouve. Mais à l'intérieur de beaucoup de machines, il y a des robots sans forme qui remplissent des services absolument irremplaçables.

- Ne croyez pas que ce soit une marotte, "La France, la France...", mais si je ne le fais pas, qui le fera ? A Tsukuba, où je suis allé, j'ai vu des robots, en effet, et je crois avoir vu celui-ci. J'aurais pu voir aussi le Nautille, puisqu'il s'y trouve actuellement : un sous-marin français à trois places qui peut aller à 6000 mètres de profondeur et qui, vous le savez peut-être, est aujourd'hui considéré comme une merveille de robotisation.

- QUESTION.- Vous avez prononcé le mot, vous n'y voyez aucun danger à cette robotisation ?

- LE PRESIDENT.- Si, si !

- QUESTION.- Vous n'y voyez pas les dangers qui sont régulièrement développés par les uns et par les autres, au niveau de l'emploi ?

- LE PRESIDENT.- Si, c'est un problème de civilisation et cela peut poser des problèmes pour l'emploi. J'observe cependant que ce sont les pays qui sont aujourd'hui les plus modernes sur ce -plan là, qui pratiquent le plus la robotisation, qui sont le mieux sortis de la crise ou qui n'y sont pas entrés & je pense au Japon ou aux Etats-Unis d'Amérique. Cela pose des problèmes de civilisation dans un pays comme la France, en particulier, où il y a une période de transition. Car notre industrie n'y était pas prête. Tout l'effort des gouvernements que j'ai constitués a eu pour but, presque par priorité, d'arriver à moderniser la France. Il faut reconnaître qu'on part de loin. Cela pose des problèmes multiples, mais enfin c'est le même depuis le début du XIXème siècle. Après tout, il y avait des machines qui se substituaient aux muscles de l'homme, maintenant elles se substituent à sa mémoire et à son intelligence. C'est le même problème : il faut que l'homme continue ou commence à maîtriser la machine plutôt que le contraire.\

QUESTION.- Les Lorrains vont essayer de maîtriser leur avenir & du moins dans les mois à venir, il y a un espoir qui naît dans la Lorraine aujourd'hui sous la marque de ce petit Schtroumpf que

nous venons de voir au début de cette séquence. La Lorraine va accueillir sans aucun doute très prochainement le fameux monde des Schtroumpfs - vous me direz que vient faire ce monde des Schtroumpfs - les téléspectateurs se poseront aussi cette question, dans un entretien avec le Président de la République ? Tout simplement parce que c'est un projet dans une région qui est traumatisé par ce qui s'est passé au cours des dernières années. Et aujourd'hui, ce n'est rien, ce n'est peut-être pas une panacée, nous avons vu les chiffres, mais c'est un début peut-être et apparemment certains y croient. J'avais l'autre jour, pour préparer cette émission, au téléphone, M. Chérèque, qui est chargé de ce projet, qui provient d'un homme qui s'appelle M. Peyo, qui est dans la salle et qui a le premier dessiné le petit Schtroumpf. La reconversion, cela fait partie de la modernisation ?

- LE PRESIDENT.- Sans aucun doute, on ne voit pas pourquoi une région se fixerait sur un type de production qui ne serait plus compétitif ? Non, en vérité, on a fait beaucoup de travail sur la Lorraine et particulièrement M. Chérèque a, à mon avis, très bien réussi. Il y met du coeur et de la compétence. Très bien. Vous savez peut-être qu'en Lorraine, 10000 emplois ont déjà été perdus - on pense à 20000 - que déjà 8000 emplois sur les 10000 sont reconstitués, avec Thomson à Longwy, avec d'autres industries à Nancy et à Metz. J'espère et j'attends du gouvernement que sur les 10000 autres pertes d'emplois, un effort comparable soit fait en facilitant les implantations d'industries nouvelles, qui reçoivent des avantages : pas de charges sociales pendant les trois premières années si elles créent des emplois nouveaux, toute une série d'avantages dont je ne vais pas vous parler ce soir.\

QUESTION.- Est-ce que vous pourriez me parler d'une information £ je lis beaucoup, évidemment, j'ai lu "La lettre de l'Expansion" de mon confrère Boissonat et j'ai découvert que l'on va peut-être fermer l'usine Renault de Boulogne Billancourt. Il ne s'agit pas de dénationalisation, mais compte tenu des coûts d'exploitation, il se pourrait que la Lorraine bénéficie d'une implantation Renault £ Boulogne Billancourt se transporterait là-bas, on pourrait y faire des installations moins vétustes. C'est un projet dont vous avez entendu parler ?

- LE PRESIDENT.- C'est un projet qui revient de temps à autre, mais c'est un projet qui concerne la Régie Renault et la Régie Renault est maîtresse de ces décisions dans ce domaine.\

QUESTION.- A propos de modernisation, toujours dans mes lectures, je lisais dans les colonnes de notre confrère "L'Humanité" qui, hier, a publié deux grandes pages sur votre bilan, trois mots, j'y reviens : cruel, douloureux et lourd. Est-ce que la modernisation ne vous a pas obligé de temps en temps à être cruel, à provoquer des douleurs et à investir d'une façon difficile pour l'Etat, lourdement pour reprendre le mot ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur Mourousi, c'est cela gouverner. Il n'est pas concevable qu'un parti qui veut gouverner puisse penser qu'il s'agisse d'une partie de plaisir. L'objectif de tout gouvernement doit être d'améliorer le sort de ceux dont il a la charge. Mais pour y parvenir, surtout en période de crise, c'est difficile. Je ne veux pas en dire davantage. Qui pourrait croire un instant que ceux qui, comme moi, se sont attachés à redresser la France pourraient en quoi que ce soit se complaire dans des sacrifices qui ne serviraient à rien ? L'essentiel, c'est que l'effort soit utile. Il faut qu'il soit utile. Il faut que cela rende, c'est toute notre politique.

- QUESTION.- L'effort pour qui ?

- LE PRESIDENT.- L'effort de tous.

- QUESTION.- J'écoutais M. Krasucki juste avant de venir ici, qui disait "l'effort pour certains et pas l'effort pour d'autres".

- LE PRESIDENT.- L'effort pour tous.

- QUESTION.- C'est possible à réaliser ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, il ne faut pas que ceux qui ont été les privilégiés depuis le début de l'ère industrielle continuent de l'être. On ne peut pas demander toujours aux mêmes de supporter le poids des sacrifices pour le bénéfice de quelques-uns. Mais cela, c'est toute la politique que je mets en oeuvre.\

QUESTION.- Nous allons continuer, je vais vous proposer de changer de place en regardant un extrait d'un film d'un jeune réalisateur d'aujourd'hui, il s'appelle Luc Besson. C'est un très beau

film "Subway". Vous allez y reconnaître Isabelle Adjani et Christophe Lambert, mais ce sont surtout les propos que je vous demande d'écouter.

- (Séquence filmée).

- QUESTION.- Excusez-le, mais c'est dans le film, tout simplement.

- LE PRESIDENT.- Je l'ai déjà entendu !

- QUESTION.- Tout simplement pour vous montrer ce que peut être le délit de faciès. Vous en avez entendu parler par la Cour de Cassation. Harlem Désir qui se trouve dans la salle, l'homme qui a lancé SOS racisme, en connaît quelque chose et beaucoup de ses camarades aussi. La jeunesse, aujourd'hui, c'est un danger ?

- LE PRESIDENT.- Mais non, mais non, naturellement.

- QUESTION.- Pourquoi les policiers la poursuivent-ils quelquefois ?

- LE PRESIDENT.- Si les policiers la poursuivent systématiquement, ils doivent être rappelés à l'ordre, mais cela m'étonnerait.\

QUESTION.- Cette jeunesse est quelquefois oisive. C'est le cas de ce jeune homme dans le métro. L'oisiveté vient bien souvent du chômage.

- LE PRESIDENT.- Le chômage ! Ce sont les jeunes qui sont les plus durement frappés par le chômage.

- QUESTION.- Si l'on regarde quelques chiffres qui vont apparaître sur l'écran, on s'en aperçoit. Chômeurs non indemnisés, moins de 25 ans, 500000. Cela fait quand même une grosse part de l'ensemble du chômage.

- LE PRESIDENT.- Très grosse part. Je suis en particulier préoccupé par le cas des chômeurs qui arrivent en fin de droits et j'ai demandé au gouvernement de prendre des dispositions au cours de cette session parlementaire, c'est-à-dire avant la fin juin de cette année, pour que tous ces chômeurs soient davantage aidés par la collectivité nationale, qu'ils puissent vivre. Déjà, vous le savez, certaines dispositions ont été prises sur le -plan des assurances, mais il n'est pas possible de vivre avec 43 francs par jour. Je pense surtout peut-être à ceux qui sont soutien de famille. Des dispositions seront prises et nous avons commencé d'attaquer le problème des jeunes. L'affaire des TUC n'est pas indifférente. Il s'agit des jeunes qui se consacrent pendant un certain temps à des travaux d'utilité collective.

- QUESTION.- Vous avez l'impression que c'est un succès ?

- LE PRESIDENT.- C'est un succès. Oui. L'idée m'a été donnée par Olof Palme, le Premier ministre suédois, alors que je lui rendais visite. Il avait commencé à appliquer des mesures de ce genre. Je les ai rapportées. Finalement, cela a été mis en place et on en est aux alentours de 200000 actuellement. C'est bien, on peut aller plus loin, je souhaiterais 300000. Il faut bien comprendre que cela ne doit pas se substituer à un salaire ou à d'autres travailleurs qui auraient un emploi. C'est une affaire extrêmement délicate à laquelle le gouvernement doit être très attentif, mais des jeunes qui n'avaient rien à faire, qui traînaient, vous ne pouvez pas imaginer vraiment leur joie d'avoir retrouvé une part de dignité. Ils se sentent utiles. Alors, sur le fond, je crois que c'est aussi. Sur le -plan des dispositions législatives, je crois que ce n'est pas mal.\

QUESTION.- Bien. Le chômage, y a-t-il un bout de tunnel possible ou pas ?

- LE PRESIDENT.- Oui. C'est une expression dont il faut se méfier. Mais le chômage a atteint 1700000 personnes en 1981, donc une augmentation en 7 ans de 350 à 400 %. Il a augmenté de 700000 entre 1981 et maintenant. C'est trop. J'ai le sentiment depuis deux mois - d'ailleurs les chiffres le prouvent - que cela s'arrête, et même qu'il y a une légère diminution. J'ai fait tout ce que je pouvais faire et j'agis auprès du gouvernement qui lui-même agit avec célérité pour que la courbe commence à s'inverser. C'est tout ce que je peux dire. Je tiens cependant à préciser quelque chose de très important. Souvent je vois qu'on discute, qu'on conteste ces chiffres. Les critères qui permettent de savoir combien il y a de chômeurs sont établis par les mêmes personnes, la même institution qui existaient avant 1981 et depuis déjà bien longtemps.

- QUESTION.- Donc, 1700000 en 1981. Monsieur Stoléru, qui était en charge du travail, donne 2800000 aujourd'hui.

- LE PRESIDENT.- Oui, mais du temps où il était responsable, c'était déjà ces critères qui s'appliquaient. Donc je demande un peu d'honnêteté dans cette discussion. Ne nous jetons pas

s appliquaient. Donc, je demande un peu d'humanité dans cette discussion. NE NOUS JETONS PAS les chômeurs à la figure. Je pense que M. Stoléru comme moi-même, nous sommes tout à fait angoissés par ce qui se produit. On ne peut résoudre le problème du chômage qu'après avoir guéri les autres maladies de notre économie. C'est ce que nous faisons en luttant efficacement contre l'inflation, contre le déséquilibre de notre commerce extérieur, sur quelques autres -plans aussi. Mais ce ne sera que la résultante. Je pense - comment ne le ferais-je pas chaque jour ? - à l'angoisse de ces familles, celles qui, déjà, ont des chômeurs dans leur sein, et celles qui craignent d'en avoir. C'est - on va le répéter cent fois - la douleur de la France.\

QUESTION.- Certains cherchent à échapper à cette douleur et cherchent aussi des aventures. Je reviens aux jeunes. Le résultat, c'est de nouvelles aventures sur la route, et également des voyages. Ce peut être Paris-Dakar et sa dose de difficultés, les accidents, l'envie éternelle de recommencer, d'aller jusqu'au but. Quand vous voyez ces images, elles vous touchent ? Le sens de l'effort vous touche ?

- LE PRESIDENT.- Beaucoup, beaucoup.

- QUESTION.- Ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'en définitive, on s'aperçoit que ce sont les cadres moyens, les commerçants, les artisans, les fonctionnaires, les employés qui vont le plus chercher l'aventure de ce type. Dans Paris-Dakar, ce sont les premiers à participer à cette compétition, comme à d'autres.

- LE PRESIDENT.- C'est difficile d'y participer. Même si les organisateurs ont largement ouvert les portes, en effet, cela peut être onéreux. Il faut de plus en plus élargir le champ social de grandes et belles choses. J'admire beaucoup Paris-Dakar.

- QUESTION.- Vous l'auriez fait, quand vous étiez jeune ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que oui, si j'en avais eu la qualité. Au temps de ma jeunesse, même un peu plus tard, il m'est arrivé de faire des choses que je n'ai pas criées sur les toits.

- QUESTION.- En tout cas, Thierry Sabine qui est l'organisateur, qui a eu lui-même à se battre pour imposer cette épreuve, est toujours fasciné, lui, par ce sens de l'effort et ce sens du déplacement dont je parlais aussi, cette -recherche des nouvelles aventures. Un autre homme responsable des voyages des jeunes à travers le monde, Jacques Maillot, président de "Nouvelles Frontières" me disait qu'en définitive, à part les difficultés économiques, on cherche à aller plus loin, à découvrir plus loin le monde, à découvrir même, disons, un monde non défriché, des aventures en Islande, à l'autre bout du monde.

- LE PRESIDENT.- Il s'y ajoute aussi le sens de l'organisation. Paris-Dakar, c'est une formidable organisation, j'imagine, et les organismes de tourisme, dans le monde, il leur faut un esprit de précision remarquable. Ce serait bon d'enseigner cela aux jeunes, de leur enseigner que, s'ils veulent réussir ils doivent se dominer, s'organiser. C'est un besoin très profond spécialement de notre société qui, autrement, serait complètement mécanisée.\

` Suite réponse sur les aspirations des jeunes `

- Il y a plusieurs façons de le faire. On dit : les jeunes n'ont plus rien à espérer. Imaginez, sur le -plan purement humain, le savoir, la conquête de l'espace, la conquête des océans et du fond des océans, la connaissance de la matière qui, aujourd'hui, est à notre portée £ sur le -plan simplement physique, qui exige beaucoup de qualités morales : le sport £ sur le -plan simplement de l'homme social : la solidarité.

- QUESTION.- Vous vous sentez à l'aise dans une société comme ça ?

- LE PRESIDENT.- Ceux qui, aujourd'hui, se lancent - les Volontaires pour le progrès - c'est une formidable aventure humaine ! Aller en Afrique, essayer d'empêcher la désertification, faire pousser les arbres ! Ils aident pour des petites adductions d'eau de rien du tout, pour des irrigations, des petites rigoles. Ils sauvent des gens. Bref, leur vie a une signification.

- QUESTION.- Regardez ce jeune, il a 12 ans. Je l'ai découvert l'autre jour chez nos confrères d'Antenne 2, dans une émission qui passait très tard le soir. (Passage d'une séquence filmée). "Des choses jolies, et faire mieux", dit cet enfant. Ce n'est pas mal, non ? Une main déchirée à 12 ans...

- LE PRESIDENT.- Si j'avais son âge, je dirais : voilà un beau modèle.

- QUESTION.- 12 ans !

- LE PRESIDENT.- 12 ans, c'est très remarquable. Il est merveilleux, ce gosse ! Il y en a beaucoup qui lui ressemblent, j'en suis sûr.\

QUESTION.- Le sens de l'effort, vous pensez que les Français l'ont malgré tout, malgré ce dont nous avons parlé ?

- LE PRESIDENT.- Malgré quoi ?

- QUESTION.- Malgré le chômage, malgré la baisse du pouvoir d'achat.

- LE PRESIDENT.- La baisse du pouvoir d'achat en France est réelle depuis deux ans mais sur quatre ans il a augmenté : le pouvoir d'achat, en France, s'est accru de 4 %, celui de l'Allemagne a baissé en dessous de zéro, eh bien chacun suit la voie qu'il choisit...

- QUESTION.- Malgré les prévisions de l'INSEE qui disent : la rigueur...

- LE PRESIDENT.- Ne jugeons pas trop sur les prévisions £ quand je suis devenu Président de la République, c'était : la crise sera terminée dans deux ans, alors...

- QUESTION.- A propos de la rigueur justement, vous ne préféreriez pas un bon coup de rigueur que de la rigueur distillée ?

- LE PRESIDENT.- Il faut qu'elle soit supportable et il faut qu'elle soit supportée, je vous répète, il faut penser que dans une société comme la nôtre, très inégalitaire, ce sont trop souvent les mêmes qui supportent les effets de la souffrance. Donc, non, il ne faut pas exagérer non plus, il faut gérer correctement la société française.\

QUESTION.- Il y a quelqu'un qui ne gère pas mal son ministère, c'est le ministre de la culture, Jack Lang. Je lisais à propos de la gestion de son ministère et des affaires de la culture, que les Français approuvaient même si de temps en temps il allait à l'Assemblée nationale dans une veste qui révolte certains députés et qui permet de lancer quelques mots qui ressemblent fort à du racisme intérieur, mais les Français l'approuvent : 50 % trouvent normal qu'il s'intéresse à la mode, qu'il s'intéresse à tous les secteurs de la culture et c'est vrai des impressionnistes, et là nous allons voir des images étonnantes : cette queue devant les impressionnistes. Vous savez qu'il y a eu plus de 400000 entrées, 7100 visiteurs par jour au Grand Palais... alors, il y a les impressionnistes au Grand Palais, il y a ces images, disons traditionnelles de la culture traditionnelle, et puis, en même temps, il y a les autres images qui commencent à fleurir dans la presse, les images des chantiers du Président. Là aussi, c'est le ministre de la culture qui aura à s'en occuper en votre nom. Certains parlent de mégalomanie en ce qui vous concerne en la matière..

- LE PRESIDENT.- Pour en revenir à Jack Lang, je dois vous dire que c'est pire, il est venu au Conseil des ministres comme ça. Moi, cela ne m'a pas choqué, je trouve que la mode telle qu'elle est aujourd'hui, la mode par définition, c'est moderne, alors cela ne peut pas être toujours pareil £ cela ne m'a pas choqué, cela m'a paru même très correct, un peu strict même.

- QUESTION.- Ce qui apparaît alors comme étonnant c'est votre boulimie de chantiers, monsieur le Président.

- LE PRESIDENT.- Ma boulimie ? D'abord, j'ai hérité de plusieurs chantiers qui ont été judicieusement choisis par mes prédécesseurs. La Défense, le premier concours a été lancé sous M. Pompidou £ La Villette, par M. Giscard d'Estaing, le Musée d'Orsay, par M. Giscard d'Estaing £ les premiers éléments par M. Pompidou £ l'Institut du Monde arabe également par mes prédécesseurs. J'y ai ajouté, c'est vrai, le Louvre, le Grand Louvre, ce qui impliquait un déplacement du ministère des finances et donc la construction d'un nouveau ministère des finances, et puis l'Opéra - Bastille, l'Ecole de Musique à La Villette et quelques autres choses comme celles-là. Cela fait beaucoup à la fois, mais pourquoi est-ce qu'on ne passionnerait pas un pays pour de grandes actions, pour de grandes oeuvres ? Cela permet déjà de mobiliser des milliers d'artisans d'art qui font des métiers qui périraient si on n'avait pas lancé ces actions ...\

QUESTION.- Certains vous diront qu'on peut choisir la période ce n'est peut-être pas pendant une période de crise et de difficultés financières ...

- LE PRESIDENT.- C'est peut-être le contraire. Qu'est-ce qui vous fait dire, ou qu'est-ce qui vous ferait dire (je ne m'adresse pas spécialement à vous sur le ton du reproche) que ces travaux-là sont moins utiles que d'autres ?

- QUESTION.- Eh bien, on va les découvrir. Expliquez donc aux Français l'utilité de construire cette pyramide que nous allons être les premiers à découvrir, et vous aussi, téléspectateurs de TF1. Voilà la pyramide telle que nous l'avons simulée grâce à M. Biasini qui est chargé du chantier. La voilà, la fameuse pyramide que vous avez vu vous-même réalisée à partir de filins £ donc, c'est une situation que les Parisiens, les Français pourront découvrir dans quelques jours.

- LE PRESIDENT.- Oui, je l'ai vue en effet et, d'ailleurs, les téléspectateurs vont commencer à la voir.

- QUESTION.- Alors, elle est bien là ?

- LE PRESIDENT.- Oui.

- QUESTION.- Elle n'aurait pas été mieux ailleurs ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, on n'a pas posé une pyramide pour le plaisir de poser une pyramide. Le Louvre, libéré du ministère des finances, cela représente un immense Palais, le plus grand musée du monde. 1 km 700 si vous voulez en faire le tour : imaginez la fatigue des pieds des visiteurs, il faut que les oeuvres d'art soient quand même à la portée de ceux qui veulent se déplacer. Alors, tout le monde a reconnu que, si l'on plaçait souterrainement, au centre de la place Napoléon, qui est celle que nous voyons là, une distribution générale des services, avec des escalators qui iront dans les différentes salles vers les différentes collections, avec toutes ces choses modernes indispensables, les cafétérias, les toilettes, les magasins de toutes sortes, cela devrait être installé au centre de la cour Napoléon. Ne la confondons pas avec la Cour carrée. On s'est aperçu qu'en raison de la présence de la Seine toute proche, on ne pouvait pas descendre au-dessous de 7 mètres et que, cette immense place souterraine, à 7 mètres, c'était vraiment une station de métro.\

` Suite réponse sur la pyramide du Louvre `

- Pour lui apporter le jour, l'idée de l'architecte, le grand architecte Pei, a été de permettre à ceux qui seront dans cette pyramide, puisqu'elle sera translucide - et même plus, elle sera transparente ! - de voir la construction architecturale du Louvre. Par la qualité de sa verrerie, actuellement fabriquée chez Saint-Gobain, elle permettra à ceux qui seront dehors d'apercevoir le Louvre de tous côtés. C'est donc très pratique ainsi.

- Quant à la protection du paysage, permettez-moi de vous dire que beaucoup de sottises sont cent fois répétées. D'abord, la discussion a toujours eu lieu : quand François Ier a voulu supprimer et a supprimé la Tour de Philippe-Auguste, cela a été une protestation générale des échevins de la ville de Paris. De la même façon, lorsqu'Henri IV a voulu construire la Galerie du bord de l'eau, on lui a fait les représentations les plus vives.

- Et puis, enfin, Napoléon III, c'est lui qui a mis le Louvre par terre. Tout le Louvre que vous voyez, sauf la Cour carrée, tout ce Louvre-là, date des années 1852 à 1868 et la IIIème République a poursuivi avec son architecte, le même architecte (qui s'appelait Lefuel). Tout ce que vous voyez aujourd'hui est quasiment moderne. Alors, ce côté sacro-saint qui ferait qu'on ne pourrait insérer aucun élément d'art nouveau, moderne, me paraît absolument ridicule...

- QUESTION.- Vous vous emballez !

- LE PRESIDENT.- Vous avez dit que j'avais de la mégalomanie, alors j'essaye...\

QUESTION.- Certains vous le reprochent. D'autres non. Regardez Jacques Rigaud qui est dans la salle £ il ne vous reproche pas votre mégalomanie, il doit s'occuper du musée d'Orsay..

- LE PRESIDENT.- Il s'occupe du musée d'Orsay, il sait fort bien la peine que cela donne £ il sait aussi, comme moi, que ce sera une grande chose et dans Paris, et dans la France, il y a 100 chantiers du même ordre £ Paris et la France seront bonifiés et représenteront une capacité d'accueil pour l'étranger très remarquable, et cela passionnera les Français, croyez-moi.

- QUESTION.- Vous croyez que Barbara Hendricks, qui se trouve dans la salle, une des plus grandes cantatrices du monde, cela l'intéressera d'aller chanter à l'Opéra de la Bastille, et y avait-il besoin, pour Patrick Dupont qui danse à l'Opéra, d'aller changer tout cela ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas grand monde qui, aujourd'hui puisse aller à l'Opéra Garnier. Pas grand monde. Il faut quand même que l'Opéra soit davantage populaire £ il faut donc des salles qui puissent recevoir des milliers de gens.

QUESTION.- Bien. Et la salle de la Cécile, vous ne la trouvez pas un peu petite ? La Cécile

- QUESTION.- Bien. Et la salle de la Géode, vous ne la trouvez pas un peu petite ? La Géode, c'est très beau, en définitive....

- LE PRESIDENT.- Alors, vous me trouvez mégalomane, et vous souhaiteriez que je fasse plus grand ?

- QUESTION.- Ce n'est pas un peu petit à l'intérieur ?

- LE PRESIDENT.- Non. On peut avoir un écran immense de 1000 m2 sur lequel on présente des films de toutes sortes.. Non, la Géode c'est également une très grande réussite. Ce qu'on appelle la Géode, c'est une sphère, une sphère lisse, à la peau lisse, dans laquelle on aperçoit d'ailleurs le paysage. En somme, cette architecture moderne - je l'ai observé avec étonnement, ce n'était pas du tout une idée préconçue - se réfère à quelques formes géométriques simples : c'est une pyramide au Grand Louvre, c'est une arche, c'est-à-dire un cube ouvert, à la Défense, c'est une sphère à la Villette, et je crois que finalement cette simplicité est peut-être la condition de la grandeur.\

QUESTION.- Vous n'aimeriez pas être comme Jack Lang, en définitive, approuvé par une majorité de 64,5 % de Français interrogés ? Est-ce que les chiffres de vos ministres ne vous font pas rêver, quand on pense au ministre de la culture, ou aux chiffres récents concernant le Premier ministre Laurent Fabius ?

- LE PRESIDENT.- Je suis très content pour eux et je suis très heureux de pouvoir leur servir de bouclier.

- QUESTION.- Ah ! cela, c'est une nouvelle notion !

- LE PRESIDENT.- Comment, une nouvelle notion ? Qui a inventé l'autre ?

- QUESTION.- Je pensais que c'était le Premier ministre qui servait de bouclier au Président de la République ?

- LE PRESIDENT.- Cela fait partie des banalités cent fois dites. J'estime que le rôle du chef de l'Etat, c'est d'assumer la principale responsabilité. Donc la responsabilité difficile dans les temps difficiles, ce n'est pas à mes ministres de l'assumer, ni au Premier ministre, c'est à moi.

- QUESTION.- En parlant de popularité, vous avez sûrement vu le nom de Bernard Tapie. Il est dans la salle. Est-ce que des hommes comme cela, qui sont jugés - et il y en a d'autres dans le secteur industriel - comme des hommes qui pourraient faire partie de votre équipe gouvernementale un jour ou l'autre, parce qu'ils sont de bons techniciens, vous les verriez au Conseil des ministres, à l'Elysée ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas si cela lui plairait, la question n'a pas été posée, mais après tout c'est quand même normal que les Français, quand ils voient des hommes et des femmes réussir dans leur profession avec audace, c'est-à-dire avec imagination, de l'esprit et capacité d'organisation aient envie de les voir au gouvernement, et je pense que la plupart des membres du gouvernement, pour ne pas dire tous, correspondent à ces qualités.

- QUESTION.- Bien. En tout cas, à propos de ce qu'attendent les Français des hommes de gouvernement, ce qu'ils attendent d'eux c'est de leur faciliter la vie. Alors, il y a quand même, par rapport à cette facilité de la vie accordée par les uns ou par les autres quelques anicroches...

- Regardez, vous allez vous en rendre compte tout de suite, monsieur le Président.\

QUESTION.- (Passage d'une séquence filmée : "Les Ripoux" de Claude Zidi).

- Vous avez souri, la salle a souri.. Je pensais à mon ami Stéphane Collaro, qui se trouve là aussi, qui fait sourire les Français, je pensais à Patrick Sébastien.. On sait que le rire est éminemment dénonciateur pour l'homme politique - je pense aux sketches de Patrick Sébastien sur scène, à la façon dont il parle des hommes politiques, ou à Collaro avec ses "bébêtes" `émission bébéte show`, dont vous faites partie ... - est-ce que le rire n'est pas utile aujourd'hui pour prendre conscience d'un certain nombre de points qui, au vu de la vie quotidienne des Français, créent un supplément de problèmes inutiles ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas simplement utile, c'est nécessaire. Comment vivrait-on ? Et puis, quel risque pour ceux qui ont les responsabilités principales de n'être entourés que de gens qui flattent ? En vérité, personnellement, je m'en méfierait, et je crois bien que cela ne se passe pas comme ça dans mon entourage. Si, en plus, dans les média fort importants, touchant des millions et des millions de gens, il y a des gens qui savent rire, des gens qui font rire - après tout, moi,

cette grenouille, je la trouve sympathique, je dois dire ...

- QUESTION.- Vous parlez de vous-même ?

- LE PRESIDENT.- ... cela m'a un peu étonné, pour dire vrai : je ne me voyais pas en grenouille ! Non, là, Collaro a exagéré ! Je ne me voyais pas en grenouille mais, s'il m'avait demandé mon avis, il est vraisemblable que j'aurais été moins judicieux qu'il ne l'a été dans son choix, bon... alors, je m'écoute parler de temps en temps !

- QUESTION.- Et l'ours `marionnette représentant Raymond Barre` ?

- LE PRESIDENT.- L'ours, eh bien il faut dire que c'est une chance, parce que quel est le petit enfant qui n'a pas eu un ours.. C'est un bon facteur de popularité.

- QUESTION.- La grenouille, c'est plus rare !

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est plus rare, sauf quand elle se transforme en prince, comme vous savez !\

QUESTION.- Pour revenir à ce que nous venons de voir sur les interdits, regardez, il y a quelqu'un dans la salle qui est l'exemple même de l'évolution de notre société, c'est Régine Desforges. Voilà quelqu'un qui, pendant des années, a passé son temps à être attaquée par les règlements de la République, par les lois, etc... 6 livres condamnées pour outrage aux bonnes moeurs, qui ont été vendus par d'autres circuits que les grands distributeurs ... et qui, aujourd'hui, se retrouve comme étant le best-seller des familles de France ! Ce ne sont pas les mêmes titres, mais c'est quand même la même personne.

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce que vous voulez, elle a du talent ! Moi, je la connaissais à l'époque où elle vendait des livres qui ne se vendaient pas, et je l'appréciais déjà beaucoup £ j'ai été heureux de voir que son talent était enfin reconnu. Je reconnais qu'elle avait tendance à une spécialité un peu délicate.. Mais pour ce qui touche à la réglementation, Philippe Noiret - vous m'avez pris par mon faible, moi, j'aime énormément Philippe Noiret - a énuméré toute une série d'interdictions. Je suis sûr que pas un seul de ces interdits n'a été décidé par les gouvernements que j'ai constitués !....

- QUESTION.- Ce serait mieux s'ils étaient détruits par les gouvernements que vous constituez.

- LE PRESIDENT.- Bon. Alors, vous m'invitez à faire mieux que les autres...

- QUESTION.- A nettoyer...

- LE PRESIDENT.- ... D'ailleurs, les premières dispositions, autant que je m'en souviene - j'ai fait du droit, mais j'ai un peu oublié -... les premières dispositions sur les boutiques qui sont sur les trottoirs datent de Messidor An VIII !

- QUESTION.- Est-ce que vous allez nettoyer, pour aller vite ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, oui, autant que possible.\

LE PRESIDENT.- Par exemple, j'ai demandé au gouvernement de mettre en application le fait qu'il ne puisse plus y avoir de files dans les hôpitaux, ces rendez-vous indéterminés "dans la matinée", "dans l'après-midi", ces journées entières perdues, désespérantes, dans les hôpitaux, mais que les rendez-vous soient fixés heure par heure.

- Par exemple encore, vous avez un permis de construire et vous attendez un prêt pendant des mois. Il faut que ces deux opérations soient jumelées, cela facilitera la vie des gens.

- Et je pense que ce serait une bonne institution que de créer des médiateurs régionaux qui puissent toucher le concret de près. Il faudrait même que l'administration soit davantage itinérante, qu'au lieu que les gens soient obligés d'aller toujours au chef-lieu de canton, du département, pour faire ceci ou cela, les fonctionnaires aillent voir les gens sur place. Cela se mettra en oeuvre, j'en suis sûr.

- QUESTION.- Vous ne pourriez pas me dire aujourd'hui si, dans les six mois à venir, on va toiler l'administration française de tous les règlements inutiles ?

- LE PRESIDENT.- Ce serait une excessive ambition de ma part.

- QUESTION.- Pourquoi ? C'est impossible ?

- LE PRESIDENT.- Parce que c'est un monde ! C'est un monde ! En quatre ans, on s'est déjà "limé les ongles" ! C'est un monde, mais il faut y arriver. C'est dans le tempérament français. C'est moi, peut-être, mais c'est vous, aussi.\

QUESTION.- Alors, à propos de tempérament français - vous n'allez pas être déçu - c'est un autre chapitre de cette émission qui va s'ouvrir par quelque chose qui va certainement aussi éveiller quelques souvenirs en vous.

- (Passage d'une séquence filmée).

- C'est moi qui avait amené Tino Rossi sur l'esplanade de l'Assemblée européenne de Strasbourg.

- L'Europe que l'on chante, bon... c'était un clin d'oeil, mais l'Europe qu'on essaye de discuter, de construire, vous allez en reparler au cours des jours à venir. Vous allez être à Bonn, au cours des journées du 2 au 4 mai, pour le sommet des pays industrialisés et il sera à la fois question de l'Europe et du monde.. Une Europe qui, aujourd'hui, va selon vos goûts ?

- LE PRESIDENT.- Non, mais je suis carrément européen. J'ai pris parti pour l'élargissement de la Communauté des Dix `CEE`. Cela présente des risques, il faut les assumer. Il faut que l'Europe élargie à douze se dote d'institutions plus fortes, de vraies structures. Il faut qu'elle aille vers son unité politique, ou elle sera irrémédiablement distancée - et les pays qui la composent - par des pays comme les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, et quelques autres qui arrivent à l'horizon. Je suis carrément européen. Bien entendu, je suis un Français patriote, et même j'ai un faible pour tout ce qui vient de France, mais je veux que la France soit magnifiée par l'Europe.\

QUESTION.- Vous êtes content de ce qu'a dit Ronald Reagan dans les colonnes de "Libération" - Ronald Reagan qui sera notre invité demain soir, sur la "Une" - c'est-à-dire : "Je suis prêt à discuter d'Eureka avec François Mitterrand" ?

- LE PRESIDENT.- Mais ce n'est pas le sujet ! M. Reagan s'est mépris. Eureka n'a pas à être soumis aux pays industrialisés que j'irai rejoindre à Bonn jeudi prochain. C'est un projet européen, il appartient à la Communauté européenne `CEE` d'examiner ce projet. C'est un projet européen, ce n'est pas un projet soumis - comment dirais-je ? - à la bénédiction américaine.

- QUESTION.- Mais il semble qu'il y a plus de répondant entre Reagan et vous qu'entre vous et les Européens à qui vous l'avez proposé...

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas exact de dire cela. Non, non. Les Européens, à Rome, se sont mis d'accord pour estimer qu'Eureka devait être poussé plus loin, parce que vous savez qu'il s'agit de débattre ensemble et d'organiser ensemble des technologies qui touchent, j'allais dire, à l'informatique ultra-rapide...

- QUESTION.- Certains diront directement à la guerre des étoiles, parce qu'à travers ce projet on voit tout de suite le militaire poindre...

- LE PRESIDENT.- M. Mourousi, c'est autre chose, justement. La guerre des étoiles, c'est l'initiative stratégique `IDS` que M. Reagan a présentée il y a déjà deux ans et sur laquelle il pousse actuellement. Elle peut être, en effet, discutée à Bonn jeudi prochain. Cela, c'est une affaire qui concerne le monde, et en particulier les Américains. Eureka, c'est un objectif civil, technologique, de technologie très avancée, qui concerne l'Europe.

- QUESTION.- Civil ?

- LE PRESIDENT.- Oui, civil, à destination civile. Quant au projet qu'on appelle "initiative stratégique de défense", qui est un projet américain, nous n'aurons pas le temps d'en parler à fond, bien entendu, ce soir, mais je dirai simplement ceci : je ne peux pas accepter de considérer comme acquis un projet dont je ne connais pas le contenu. On invite la France à participer on ne sait pas sur quoi.

- D'autre part, au moment où s'engagent des débats sur le désarmement de ce que nous connaissons déjà - les armements nucléaires notamment, si terribles - c'est peut-être un certain risque qu'ayant fait comme si ces armements étaient déjà dépassés, on s'engage dans une nouvelle course aux armements. A quel prix, dans tous les sens du mot ? Je demande donc à voir. Mais si la technologie m'intéresse, la stratégie, je la mets en question. La France a besoin de savoir où sont ses intérêts, et donc nous en discuterons avec nos alliés, bien entendu. Mais on ne doit pas considérer comme acquis que la France s'engage dans cette guerre des étoiles.\

QUESTION.- Vous n'êtes pas très légèrement déçu, puisqu'on parlait de Reagan, de son "niet", en quelque sorte, enfin de son "no" à la proposition de remise en ordre, en -état du système monétaire international ?

monétaire international :

- LE PRESIDENT.- Il a été en effet plus catégorique, plus réservé que ne l'étaient jusqu'alors ses principaux représentants, qui étaient pourtant ses ministres, donc membres de son gouvernement. C'est vrai, je l'ai remarqué. Mais qu'est-ce que vous voulez, les Américains proposent que l'on discute très bientôt de nouveaux accords commerciaux : c'est ce qu'on appelle le GATT, qui unit de très nombreux pays du monde dans les accords commerciaux. Les Américains veulent absolument que l'on discute de nouveaux accords commerciaux dès le début de 1986. Moi je dis qu'il n'est pas possible d'accepter cette négociation sur les affaires de commerce si d'autre part, on refuse d'engager la négociation sur des -plans aussi importants que ceux de la monnaie. Cela doit être fait d'un même mouvement. Et quand je vois l'ensemble des pays du tiers monde dénoncer une négociation commerciale qui serait lancée sans avoir été préparée, je leur donne raison.\

QUESTION.- Monsieur le Président, puisque nous parlions d'armement, nous parlions de défense, vous avez certainement encore en mémoire l'image de votre Premier ministre `Laurent Fabius` montant dans un Mirage 2000. C'est un gadget ? C'est normal, pour vous ? Cela vous gêne que le Premier ministre aille faire un tour en avion ?

- LE PRESIDENT.- Pourquoi voulez-vous que cela me gêne ?

- QUESTION.- Parce qu'il y a eu un moment, on accusait l'Etat d'être un Etat spectacle. Cela ne fait pas partie de l'Etat spectacle ?

- LE PRESIDENT.- C'est une belle image qui montre que le Premier ministre monte dans une des machines les plus performantes du monde. C'est bien, cela, non ? Il faudrait éviter cela ?

- QUESTION.- Non, non, je vous pose la question.

- LE PRESIDENT.- J'approuve.

- QUESTION.- Vous approuvez aussi les chiffres qui vont apparaître sur l'écran et qui concernent la vente d'armes françaises : 41,6 milliards de francs en 1982 £ 61,8 en 1984. Cette augmentation ne vous gêne pas ?

- LE PRESIDENT.- Vous comparez des choses qui ne sont pas comparables.

- QUESTION.- Source : ministère de la défense.

- LE PRESIDENT.- Les ventes d'armes qui ont compté dans le commerce extérieur de 1984, c'est 37 milliards £ les commandes sont de 62 milliards. Il y a donc eu, en 1984, un bond en avant dû, surtout, à un certain nombre de contrats passés avec l'Arabie saoudite. La moyenne générale, c'est environ 40 milliards par an. Cela représente environ 5 % de notre commerce extérieur. Cela passe loin derrière l'automobile, qui fait plus du double, qui dépasse 80 milliards, et cela fait beaucoup moins que l'agro-alimentaire (par exemple les céréales) qui rapporte 145 milliards.

- QUESTION.- Oui, mais cela fait beaucoup plus qu'en 1981.

- LE PRESIDENT.- Cela fait plus qu'en 1981. De ce point de vue, notre industrie de l'armement est considérée comme très sérieuse par les demandeurs, par les clients.\

QUESTION.- Bien ... monsieur le Président. Vous aviez quelque chose à ajouter ?

- LE PRESIDENT.- Je voulais dire que je sais bien ce que vous vouliez sous-entendre avec beaucoup de politesse. C'est-à-dire qu'il y a plus de vente d'armes, alors que vous avez pris position...

- QUESTION.- Oui, mais ce que je veux dire c'est que, lorsque vous passez les avions en revue au Bourget, vous les faites désarmer et, aujourd'hui, on est à 20 milliards de plus qu'il y a trois ans.

- LE PRESIDENT.- Non, non, sur cette affaire du Bourget, en 1981, on pourrait en reparler. Il s'agissait d'un certain nombre de pays devant les stands desquels je ne tenais pas à passer, c'est une autre affaire. On en reparlera ailleurs, si vous le voulez bien.

- Mais je ne peux pas mettre, à l'heure actuelle, d'autres travailleurs au chômage alors qu'il n'y a pas d'industrie de substitution. Et, d'autre part, l'armée française, pour pouvoir utiliser les armes les plus modernes, a besoin d'avoir un marché plus large que le simple marché français, sans quoi on ne pourrait rien fabriquer. Nous irons vers la diminution quand même.

- QUESTION.- On parle beaucoup de la vente d'armes, mais les armes, voilà le résultat aujourd'hui, au quotidien, dans le monde : 30 conflits plus ou moins développés, souvent des

guérillas, mais cela donne des images qui sont tous les jours présentes, non pas au niveau des belles images des armes mais au niveau des images saisies par l'oeil du téléspectateur et du lecteur de journaux.

- (Projection d'une séquence filmée).

- On peut raconter la guerre à la télévision, mais c'est de cela que les gens ont peur.

- LE PRESIDENT.- Je pensais à quelque chose au moment où je voyais ces images. Voyez-vous, on dirait que les hommes aiment la mort. On dirait qu'ils aiment la mort, tous ces conflits, tous ces désastres, toutes ces violences, toutes ces tortures. Il y a donc comme une grande leçon : on ne reconquerra la paix qu'en commençant par l'intérieur de soi. L'honneur de la France et de sa démocratie, c'est d'être dans le monde l'un des pays qui parlent autrement. Mais je reconnais que c'est une oeuvre difficile.\

QUESTION.- Les hommes qui se battent et les hommes qui subissent, les enfants qui subissent, cela aussi fait partie des dangers du quotidien. Monsieur le Président, regardez-les, nous les connaissons, nous les avons vus, à travers les colonnes de nos confrères, les uns et les autres, ici.

- (Projection d'une séquence filmée sur la faim en Afrique).

- Je n'ai pas de question à vous poser, je vous écoute.

- LE PRESIDENT.- Précisément, jeudi prochain, je débattrai du projet que j'ai déposé devant les sept pays industriels les plus riches du monde, un plan d'aide pour l'Afrique qui reprendra les propositions que j'avais déjà énoncées, il y a un an, à ce sujet.

- Il faut que les pays qui le peuvent, d'abord transportent sur place des vivres. Il faut aussi qu'ils développent leurs techniques pour la production agricole. Cela signifie pas grand chose... (si, cela signifie beaucoup, mais pas assez !) de sauver des gens qui vont mourir, lorsqu'ils arrivent au stade de la famine. Il faut aussi qu'ils apprennent l'auto-suffisance alimentaire en termes beaucoup plus clairs, à faire pousser des fraises, du blé, des haricots, du mil, tout ce qu'il faudra pour se nourrir. C'est ce que comporte le plan que j'ai développé, en même temps que des moyens ultra modernes : par exemple, par satellite, on peut connaître les développements de la famine, l'agrandissement du désert, la disparition des forêts, et aujourd'hui encore, par satellite, on peut contribuer à résoudre le problème de la famine dans le monde. La France, je le dirai simplement, a déjà apporté 550000 tonnes de céréales. En quantité, après les Etats-Unis, c'est la plus forte contribution. Mais, plus encore, j'admire le rôle de ces jeunes paysans qui se sont occupés du Burkina Faso, qu'on appelait autrefois Haute Volta, il n'y a pas si longtemps, et tous ces "Volontaires pour le progrès" dont j'ai déjà parlé tout à l'heure, ces jeunes gens qui vont partout dans le monde pour apporter ce qu'ils savent faire. Bref, c'est une très grande cause.\

QUESTION.- Chanter pour l'Afrique, chanter pour l'Ethiopie, cela sert à quelque chose d'après vous qui connaissez les organisations internationales ! Quand Renaud et tout un groupe de chanteurs français, quand les Américains chantent pour l'Ethiopie, vous avez l'impression que cela sert à quelque chose ?

- LE PRESIDENT.- Oui, parce que cela crée l'émotion. Toute société fonctionne avec de l'émotion. Les sociétés ne sont pas que des mécaniques, et les gouvernements et les institutions ne sont pas des machines. L'imagination, la pitié, la solidarité, l'amour, cela existe, et si ces chanteurs chantent l'amour et, par là-même, la main tendue pour secourir, ils font une oeuvre utile, croyez-moi.

- (Passage d'une séquence filmée).

- QUESTION.- Je regardais avec Maurice Dugowson et les techniciens de la SFP qui font cette émission, l'oeil attentif de Barbara Hendricks qui regardait ce clip sur notre écran, qui est dans la salle, et qui a les yeux presque chargés de larmes. Je regardais également Charles Trenet, en regrettant que la France n'ait pas "fait" de même : Charles Trenet, Chantal Goya, Michel Sardou, Johnny Halliday réunis, avec Higelin, Renaud et les autres, pour une telle cause.

- Cela vous paraît utile ? Cela vous donne la chair de poule ?

- LE PRESIDENT.- Oui, ce qui a été fait par les artistes français, tout de même, c'est déjà remarquable. Vous savez, il y a 35000 groupes de rock en France, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que la jeunesse a besoin de chanter, d'écouter, de se pénétrer de rythme pour

exprimer ce qu'il y a là.

- Moi, je crois à la puissance de la musique dans ce domaine comme dans quelques autres. Ce chant est un chant de solidarité, mais cela va loin... cela va loin pour remuer l'esprit en même temps que les tripes. Je crois que c'est utile, je vais le répéter et je voudrais bien que cela se répète chaque fois qu'un grand malheur menace le monde : que les artistes se rassemblent, les créateurs surtout.\

QUESTION.- Merci, monsieur le Président de la République. Avec Pierre Géraud, nous avons préparé cette émission. J'avais un dossier complet, j'aurais pu encore vous poser des tas de questions sur les immigrés, sur le vote des immigrés, mais vous avez déjà beaucoup parlé là-dessus. Il s'agit maintenant de le faire passer dans les moeurs ... vous l'avez dit, déjà, au Congrès de la Ligue des droits de l'homme.

- LE PRESIDENT.- C'est déjà dans les moeurs en Grande-Bretagne, en Suède, en Norvège, au Danemark...

- QUESTION.- J'aurais pu vous poser d'autres questions sur la cohabitation... ce que vous avez dit me suffit & il restera à chacun d'en tirer les leçons.

- LE PRESIDENT.- Cohabitation : c'est un terme tout-à-fait impropre & les institutions de la République sont faites pour que les Français vivent ensemble.

- QUESTION.- Merci. C'est sur cette dernière parole que nous nous quitterons. Nous avons été un peu longs, excusez-nous, mais j'allais dire que le sujet de l'émission était intéressant. Merci à chacun d'entre vous. Peut-être à une prochaine fois sur la "Une" parce que beaucoup de choses, comme le disait Hervé Bourges, vous intéressent.\